

LA CRISE

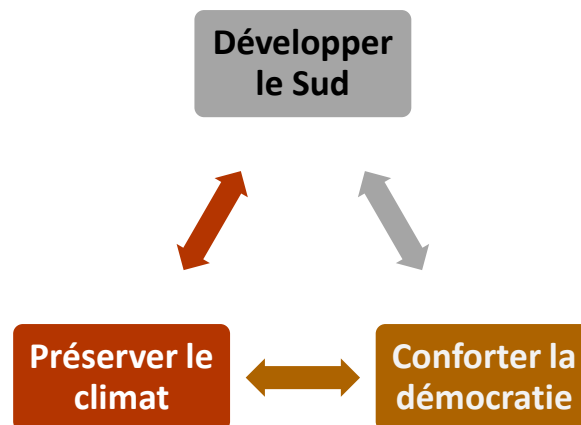
N°60, Novembre 2024

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

LE TRIANGLE INFERNAL et la malédiction du libre-échange

Résumé : Tout homme normalement constitué ne peut que souhaiter à la fois réduire la pauvreté et donc développer le Sud, préserver le climat et enfin conforter la démocratie et les libertés afférentes. Gros problème néanmoins : ces objectifs interagissent entre eux et ne sont pas nécessairement conciliables, définissant un triangle d'incompatibilité en arrière-plan duquel se trouvent l'échange international, la libéralisation commerciale, l'intégration économique internationale. Nous vivons actuellement une phase de retournement Nord-Sud de l'appétence au libre-échange : historiquement voulue, voire imposée par le Nord à un Sud réticent, l'ouverture des marchés suscite désormais plus de réserves que d'enthousiasme au Nord et inversement devient une demande forte au Sud pour accélérer son développement en se créant des débouchés au Nord. L'ouverture des marchés du Nord y a ouvert une brèche démocratique dans laquelle se sont engouffrées des forces populistes prétendant venir au secours d'agriculteurs et d'ouvriers menacés par le développement extraverti du Sud. Les hyperspécialisations productives trop souvent polluantes ainsi que la multiplication des flux commerciaux et des transports afférents constituent un frein notable à la lutte pour la préservation du climat et de l'environnement. Et, malheureusement, il n'y a pas d'échappatoire simple à ce triangle d'incompatibilité, véritable trilemme infernal.



Le triangle infernal

- | | |
|--|------|
| 1. Anatomie d'un nouveau triangle d'incompatibilité | p.3 |
| 2. L'insertion internationale comme condition du développement | p.7 |
| 3. Le retournement Nord-Sud de l'appétence au libre-échange | p.10 |
| 4. Retour vers le triangle : <i>Et le climat dans tout ça !</i> | p.15 |
| 5. <i>Et le sport dans tout ça !</i> : l'Ultra Trail des Monts Cryptos ! | p.19 |

La sagesse populaire a parfaitement intériorisé le fait qu'il n'est pas possible d'avoir à la fois le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière. Si vous achetez le beurre, vous aurez peut-être le sourire de la crémière en supplément mais n'aurez plus l'argent du beurre. Si vous gardez l'argent du beurre, vous n'aurez ni le beurre ni le sourire de la crémière. Bref, il est impossible d'avoir les trois à la fois : telle est la nature profonde d'un trilemme, qui impose un choix difficile entre trois objectifs qui ne peuvent être atteints simultanément. Les économistes sont de grands amateurs de trilemmes, mais pour se différencier des philosophes torturés par la complexité du monde, et mieux asseoir leur autorité, ils adorent présenter les trilemmes sous la forme de triangles d'incompatibilité : c'est géométrique, donc c'est scientifique veulent-ils croire, même si ce n'est, en fait, qu'une ruse pédagogique ! Le plus connu de ces triangles, auquel aucun étudiant en Economie ne peut échapper, est le triangle monétaire de Mundell-Fleming¹. Mais je laisse bien vite de côté ce triangle monétaire sachant que la monnaie est hors du champ de notre démarche dans cette chronique.

Notre point de départ trilemmique sera la nouvelle version du triangle de Rodrik. Dani Rodrik est un brillant universitaire américain (Harvard actuellement) d'origine turque (né à Istanbul en 1957), spécialiste à l'origine d'Economie du Développement (Prix Albert Hirschman en 2007) mais considéré aujourd'hui comme un des grands pontes de l'Economie Politique Internationale (EPI), approche à laquelle j'adhère pleinement et dans laquelle le CEIM de l'UQAM, auquel cette chronique est rattachée, s'est largement spécialisé. Dans un premier temps nous allons donc expliciter l'articulation dudit triangle d'incompatibilité et en décliner la complexité des interactions entre trois sommets (climat, lutte contre la pauvreté, démocratie).

Ensuite, nous nous intéresserons plus spécifiquement au développement du Sud, condition nécessaire à la réduction de la pauvreté. Ce développement ne peut pas fonctionner en mode autocentré et passe nécessairement par une insertion internationale : celle-ci ne peut fonctionner que pour autant que le Nord ouvre ses marchés, ce dont il a pris lui-même l'initiative à l'origine en lançant de grandes vagues de libéralisation commerciale qui ont alimenté la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'Occident a donc développé une forte appétence au libre-échange, à l'échelle multilatérale de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et à l'échelle régionale ou bilatérale. Mais progressivement le vent a tourné, les perdants du libre-échange au Nord ont commencé à donner de la voix (électorale), et l'Occident à s'inquiéter de la réussite d'une Chine surfant magnifiquement sur la vague de la mondialisation, d'où un retournement Nord-Sud de l'appétence au libre-échange et une remontée du protectionnisme au Nord. Enfin, nous reviendrons au triangle, en nous demandant comment sortir de ses incompatibilités et en esquisant deux pistes de sortie du trilemme : la piste idéologique de la décroissance qui ne résout rien et aggrave tout, et la piste technologique de la décarbonation du PIB qui ouvre de véritables perspectives.

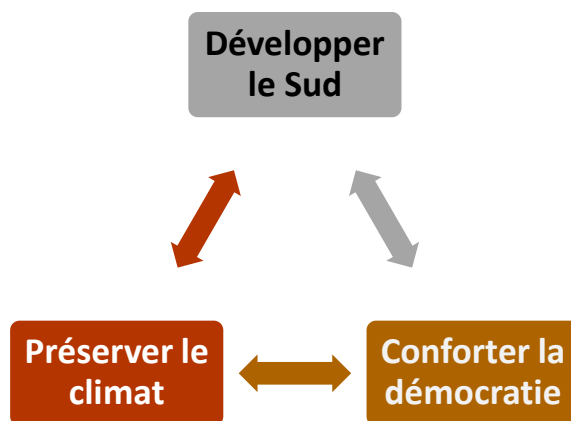
A titre exceptionnel, cette chronique ne se terminera pas par sa traditionnelle et très attendue rubrique patrimoniale *Et mes sous dans tout ça*, mais par une nouvelle rubrique, totalement inédite dans l'univers mental de LA CRISE, une rubrique sportive : *Et le sport dans tout ça !* Cette première rubrique sportive sera consacrée à une épreuve particulièrement redoutable, l'Ultra-Trail des Monts Cryptos.

¹ Impossible d'avoir à la fois un taux de change fixe, la liberté de circulation des capitaux et une indépendance de la politique monétaire de la Banque centrale.

1. Anatomie d'un nouveau triangle d'incompatibilité

En 2000, Dani Rodrik publie un article fondateur² : *Jusqu'où ira l'intégration économique internationale ?* Dans ce bref article (9 pages), très stimulant, il présente son triangle d'incompatibilité dont les trois sommets inconciliables sont la mondialisation, la démocratie et la souveraineté nationale. Suivront plusieurs ouvrages qui développeront la problématique et une multitude d'articles de multiples auteurs qui commenteront le trilemme.

Toutefois la trame de cette chronique ne s'est pas mise en place à partir des versions initiales de ce trilemme de Rodrik mais à partir de sa plus récente contribution telle qu'exprimée dans son article publié ce mois de septembre 2024 par Project Syndicate ([A new trilemma haunts the world economy](#)), repris en version française dans Les Echos (14/09/2024) sous le titre [Le trilemme qui hante l'économie mondiale](#). Rodrik évoque ainsi son nouveau trilemme : « *Un autre trilemme me préoccupe désormais : ne serait-il pas impossible de lutter simultanément contre le changement climatique, de stimuler la classe moyenne dans les économies avancées et de réduire la pauvreté dans le monde ?* ». Je partage largement cette préoccupation et je suis peut-être encore plus pessimiste que lui sur notre capacité à nous mouvoir aisément entre ces injonctions, hélas, contradictoires, même s'il reste à développer ces contradictions, ce qui est l'objet de cette chronique. Je pourrais d'ailleurs être tenté de passer au quadrilemme en rajoutant une contrainte géopolitique de préservation de la paix ; mais n'en rajoutons pas, le trilemme va déjà suffire à nous occuper et on renverra la géopolitique à un prochain numéro : chassons donc la géopolitique par la porte, sans être certain qu'elle ne reviendra pas par la fenêtre !



La représentation de ce nouveau triangle d'incompatibilité que je propose ci-dessus appelle quelques commentaires quant à ses libellés, relativement aux formulations que Dani Rodrik affiche dans la citation reproduite un peu plus haut :

- « *Réduire la pauvreté* » devient dans mon triangle « **Développer le Sud** », car si le Sud n'a pas le monopole de la pauvreté, il n'en est pas moins richement doté, si je peux me permettre cette facétie littéraire. Le dernier [rapport du PNUD \(Programme des Nations Unies pour le Développement\) sur la pauvreté](#), publié ce mois d'octobre 2024, rappelle que 1,1 milliard de

² Dani Rodrik, [How far will international economic integration go ?](#), Journal of Economic Perspectives, Vol 14, N°1 – Winter 2000, p. 177-86.

personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle (alimentation, accès à l'eau, à l'électricité et à des installations sanitaires, accès à l'éducation, mortalité infantile ...). Si pour 40% de ce 1,1 milliard la pauvreté est due ou fortement aggravée par des contextes de conflit, pour les 60% restant il s'agit d'une pauvreté structurelle non susceptible d'être surmontée par la fin d'un conflit. La première carte de l'encadré N°1 (en page suivante) vous permet de visualiser pays par pays comment l'intensité de cette pauvreté multidimensionnelle se répartit géographiquement. Bien sûr, la pauvreté n'est pas une exclusivité du Sud, des poches de pauvreté existent durablement au Nord : la nécessité des banques alimentaires (type Restos du Cœur en France) tout comme la persistance du mal logement (voire du pas de logement du tout, si ce n'est dans la voiture) dans les pays développés en témoignent. Mais cette pauvreté au Nord est sans commune mesure avec les réalités du Sud. Dès lors, il n'y a pas d'autre moyen pour réduire la pauvreté dans le monde que de développer le Sud, et ce développement du Sud passe largement par des débouchés commerciaux au Nord pour les produits du Sud. On va, bien sûr, revenir plus en détail sur cette dimension commerciale internationale, un peu plus loin dans cette chronique.

- « *Stimuler la classe moyenne dans les pays avancés* » devient pour moi « **Conforter la démocratie** » car le problème du déclin et de la désespérance de la classe moyenne et du renforcement des poches de pauvreté au Nord³ (phénomènes amplifiés par la vague inflationniste sur les produits alimentaires que l'on vient de connaître) est une cause essentielle du développement accéléré du populisme que l'on peut constater aussi bien aux Etats-Unis avec le phénomène Trump⁴ qu'en Europe avec les tendances populistes et illibérales qui se développent dans de nombreux pays européens, conduisant leurs représentants aux portes du pouvoir ou bien les y installant (Hongrie de Orban). Développer le Sud en lui ouvrant des débouchés commerciaux est au cœur de cette problématique : ces ouvertures de marché viennent concurrencer les productions du Nord et participer au déclin de la classe moyenne occidentale. Toutefois, si le Sud ne se développe pas, la pression migratoire que l'on connaît déjà sur le Rio Grande ou en Méditerranée ne risque pas de se réduire, accroissant la demande de répression migratoire et favorisant les régressions démocratiques illibérales. Mais la thématique démocratique ne s'arrête pas là, dans l'analyse des migrations : il ne faut pas seulement conforter la démocratie au Nord mais il faut aussi faciliter son éclosion au Sud, là où elle est absente ou purement formelle. Car combien de millions de personnes ont été mises sur les routes migratoires, au-delà de leurs conditions économiques, par des régimes dictatoriaux ultra-répressifs voire sanguinaires, en Syrie, en Afghanistan ou au Venezuela. Et rappelons que la démocratie, ce n'est pas seulement le droit de vote mais bien d'autres choses aussi : respect de l'Etat de droit, liberté d'expression, liberté de la presse, liberté de création de parti politiques, indépendance de la justice...

³ En ce qui concerne l'Union Européenne, ce document Eurostat portant sur les données 2023, permet de faire le point sur l'état de la pauvreté : [Living conditions in Europe – poverty and social exclusion](#). Le risque d'extrême pauvreté n'y est pas négligeable, concernant 29,3 millions de personnes soit 6,5% de la population totale de l'UE (448 millions).

⁴ Je précise que je commence la rédaction de cette chronique le 26 octobre, en pleine incertitude de la campagne électorale américaine. Il est probable que cette écriture, et assurément la phase de relecture et corrections, se poursuivra au-delà du 5 novembre, donc une fois connu le résultat... dans le meilleur des cas, s'il ne s'éternise pas en rebondissements judiciaires ! Mais finalement le résultat de cette élection est relativement indifférent à la pertinence du trilemme : que ce soit Donald le Républicain ou Kamala la Démocrate, la problématique du trilemme de Dani Rodrik sera toujours aussi prégnante, et pour longtemps !

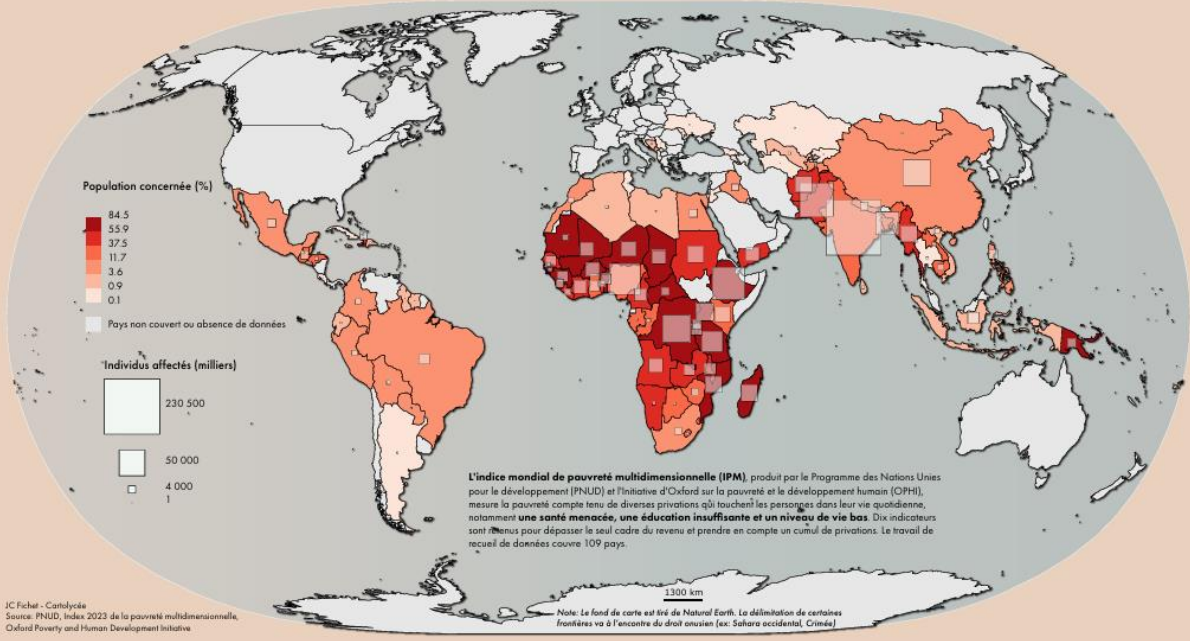
ENCADRÉ N°1 : Pauvreté au Sud et dans l'Union Européenne

Attention : les 2 cartes ne sont pas fondées sur les mêmes indicateurs et ne peuvent donc pas être directement comparées.

La pauvreté au Sud

Cette carte est basée sur l'Indicateur de pauvreté multidimensionnelle produit par le PNUD. Elle permet de comparer les pays du Sud entre eux.

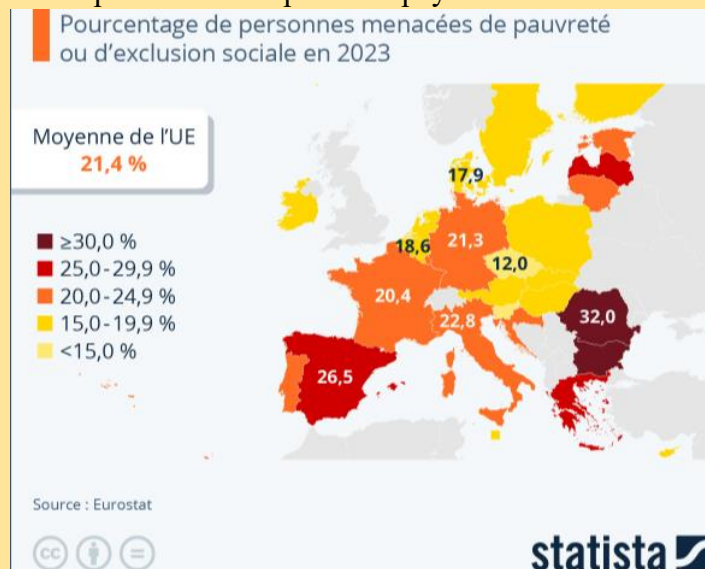
La population affectée par une situation de pauvreté multidimensionnelle (2011 - 2022)



Source : [Cartolycée](#)

La pauvreté en Europe

Cette carte est basée sur l'indicateur Eurostat de risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Elle permet de comparer les pays de l'UE entre eux



Source : Statista, [Pauvreté en Europe](#)

- « **Lutter contre le changement climatique** », cela va de soi, mais je réduis le format, sous le vocable « **Préserver le climat** ». Même si les Républicains américains restent largement climatosceptiques, les évolutions récentes des températures comme de la pluviométrie ne laissent guère de doute quant à l'urgence à amplifier les politiques de transition énergétique autour d'électricité décarbonée (renouvelables et nucléaire), au risque de mécontenter les couches moyennes paupérisées qui n'ont pas les moyens d'acheter des véhicules électriques pour remplacer leurs voitures thermiques ou de remplacer leurs chaudières à gaz par des pompes à chaleur électriques. Sans parler des taxes carbone à l'entrée des pays développés, potentiellement assassines de débouchés pour les pays du Sud, freinant donc le développement du Sud. Et c'est reparti pour un tour : moins de développement donc plus de migration économique et de tentations illibérales pour freiner le phénomène, sans parler de la migration climatique inhérente à un changement climatique auquel les pays du Sud n'ont pas les moyens de s'adapter, sauf à ce que le Nord mette à leur disposition des moyens considérables... qu'il ne consacrera pas à enrayer le déclin de sa classe moyenne. On tourne en rond, un vrai serpent qui se mord la queue, mais c'est bien le principe de base d'un triangle d'incompatibilité !

Toutefois, la représentation triangulaire, en focalisant l'attention sur les sommets du triangle ne permet qu'une anatomie externe d'un système-monde global caractérisé par son économie (abordée à travers la pauvreté), son système politique (à travers la démocratie) et ses conditions climatiques, notamment températures et précipitations, plus ou moins favorables à la biodiversité et à une vie humaine confortable (à travers le changement climatique). Mais, cette représentation triangulaire en elle-même ne dit rien des dynamiques internes de ce système-monde, n'explique pas directement pourquoi les trois sommets du triangle sont inconciliables. Pour cela, il faut se donner de la profondeur historique (au minimum depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, voire les années 30) qui seule permet de comprendre comment on est arrivé à cette situation de blocage.

Il faut donc décortiquer les processus qui conduisent simultanément :

- à une réduction de la pauvreté au Sud, par insertion des pays du Sud dans la dynamique économique mondiale,
- au déclasserement effectif et encore plus ressenti des classes moyennes du Nord, angoissées à l'idée de sombrer elles-mêmes dans la pauvreté,
- à l'approfondissement du changement climatique.

Ce grand principe explicatif en arrière-plan du triangle d'incompatibilité n'est autre que la libéralisation commerciale internationale à grande échelle, multilatérale et asymétrique pour l'essentiel, mais qui culmine depuis plusieurs décennies avec des accords de libre-échange, continentaux ou intercontinentaux, entre pays développés et pays en développement. C'est en ce sens qu'on peut parler de **la malédiction d'un libre-échange nécessaire pour les uns et nocif pour les autres**. En effet, la libéralisation commerciale qui ouvre les frontières du Nord aux produits du Sud :

- est nécessaire au développement du Sud et à la diminution de sa pauvreté
- mais simultanément nocive pour certaines couches sociales au Nord, responsable de nouvelles pauvretés au Nord, malgré les diminutions des prix des biens les plus usuels et l'augmentation afférente des niveaux de vie d'une bonne partie des sociétés du Nord qu'elle a permise.

2. L'insertion internationale comme condition du développement.

J'ai commencé ma carrière d'économiste enseignant-chercheur au Maghreb, en Algérie puis en Tunisie. Je l'ai poursuivie en France (Université de Pau), tout en étant amené à faire de nombreuses missions sur le pourtour méditerranéen dans un premier temps, puis en Amérique latine, en lien notamment avec la CEPALC (Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, organisme des Nations-Unies installé à Santiago). Toutes ces expériences m'ont conduit à m'intéresser tout particulièrement à l'Economie du développement et surtout à comprendre qu'il n'y avait pas d'Economie du développement en dehors de l'Economie internationale parce qu'il n'y **pas de développement possible, et donc pas de lutte contre la pauvreté, sans insertion internationale.**

En tant que thématique de recherche, l'économie du développement s'est épanouie avec la vague de décolonisation qui a succédé à la Deuxième Guerre mondiale, avec l'objectif d'accélérer le développement des nouveaux pays accédant à l'indépendance, trop souvent cantonnés à l'exportation de produits primaires (agricoles ou miniers), elle-même victime de la détérioration des termes de l'échange (moins de produits manufacturés du Nord contre une même quantité de produits primaires du Sud). Bien des économistes, dont l'Argentin Raul Prebisch, premier directeur de la CEPALC, ont alors proposé d'axer les politiques économiques sur la fabrication des produits manufacturés antérieurement importés : c'est ce qu'on a appelé les politiques de substitution à l'importation, ou d'import-substitution, derrière de solides barrières douanières permettant un apprentissage industriel à l'abri de la concurrence des productions des pays développés, plus compétitives car produisant sur une large échelle, donc bénéficiant d'économies d'échelle. Ces politiques d'import-substitution ont été plus ou moins ambitieuses, mais elles ont rarement été efficaces, butant sur des effets pervers multiples : des marchés étroits ne permettant pas la mise en place de plusieurs unités de production, d'où la création de monopoles nationaux protégés de toute concurrence étrangère, la mauvaise qualité des produits, l'absence d'incitation à l'acquisition de nouvelles technologies.

Dans la première moitié du XXe siècle, des politiques d'import-substitution se mettent en place à l'occasion de la Crise des années 30, tout particulièrement dans une Amérique du Sud d'Etats indépendants, car déjà décolonisée dès les premières décennies du XIXe siècle. L'histoire économique retient tout particulièrement le cas argentin comme emblématique de ces politiques d'import-substitution latino-américaines. Prise à la gorge par la Crise des années 30, qui lui ferme ses débouchés exportateurs en Europe (notamment en Grande-Bretagne) pour son agriculture et son élevage, l'Argentine n'est plus en état de financer ses importations de biens manufacturés, d'où sa volonté de promouvoir une industrie nationale. Mario Rapoport, dans sa monumentale *Histoire économique, politique et sociale de l'Argentine*⁵ (1100 pages !) décrit bien les limites de cette industrialisation sans effets d'entraînement. Il la présente comme « un *aggiornamento* sophistiqué des intérêts de l'agriculture et de l'élevage qui complémentait

⁵ Mario RAPOPORT, *Historia economica, politica y social de la Argentina (1880-2000)*, Ediciones Macchi, 2da edicion, 2003.

l'expansion d'un ensemble de firmes multinationales, responsables de l'installation d'industries non traditionnelles comme l'automobile et la chimie. Mais le projet ne visait pas à aller plus loin, c'est-à-dire qu'il ne prétendait pas transformer l'Argentine en une puissance industrielle avec un haut niveau d'intégration horizontale et verticale de l'appareil productif »⁶. Et, en effet, si l'Argentine était devenue une puissance industrielle ... ça se saurait !

La plus ambitieuse des politiques d'import-substitution a été assurément la tentative algérienne, théorisée et recommandée à l'Algérie par l'économiste français Gérard Destanne de Bernis sous l'appellation d'« industrialisation industrialisante »⁷. L'Algérie indépendante (1962) dispose d'importantes ressources en hydrocarbures (pétrole et gaz) et donc d'une rente à l'exportation (en devises) garantie pour les années et décennies à venir. Cette rente va permettre de financer des entreprises étatiques qui vont pouvoir importer non pas des produits manufacturés destinés à la consommation mais des biens d'équipement, et mettre ainsi en place une substitution à l'importation partant de l'amont (les industries de base à forte intensité capitaliste, sidérurgie, chimie du pétrole), destinée à s'étendre vers l'aval, des biens de production aux biens intermédiaires puis aux biens de consommation : de la sidérurgie d'Annaba à la casserole de la ménagère algérienne. Mais, mener une telle politique industrielle sur un marché étroit est mission impossible : l'Algérie n'est ni l'Union Soviétique, ni la Chine, ni l'Inde, ni même le Brésil. Ajoutez-y un solide mépris pour l'agriculture, beaucoup d'incompétence et de corruption des milieux dirigeants et vous avez là la recette infaillible de l'échec le plus frappant des politiques d'import-substitution autocentrées, qui, plus de 60 ans après l'indépendance, a réussi à laisser le pays éloigné des mannes touristiques internationales alors que le potentiel est immense, de la sous-traitance internationale de biens manufacturés et d'une agriculture prospère. Le résultat est sans appel : en 1990 l'Algérie était classée au 95^e rang des pays en termes de PIB par habitant⁸, en 2022 elle est au 138^e rang, le tout avec une belle rente pétrolière et gazière : faut le faire ! On notera que sur la même période l'Argentine a reculé du rang 65 au rang 82. La substitution à l'importation porterait-elle la poisse ? Pour le moins, l'éloge de l'introversio n'a pas sa place en Economie du développement et, pour des pays de taille petite ou moyenne, le développement autocentré est un non-sens.

Et pendant ce temps, à l'autre bout du monde, en Asie, de petits pays très pauvres, voire exsangues au sortir des guerres, peu dotés en matières premières et donc sans les rentes exportatrices afférentes, s'essayaient à une autre politique d'industrialisation, par promotion des exportations manufacturières à fort contenu en main-d'œuvre : on les appellera bien vite les Dragons puis les Tigres, qui se déclineront en plusieurs générations⁹, au fil des décennies. Ils démarrent leur processus d'industrialisation par une spécialisation ultrabasi que, la confection. Mais, progressivement ils vont remonter et diversifier les filières, passant de spécialisations à

⁶ Mario RAPOPORT, op cit, p.332 ; traduction HR

⁷ Gérard Destanne de Bernis, [Les industries industrialisantes et les options algériennes](#), Revue Tiers-Monde/Année 1971/47/pp.545-563

⁸ Source : [Atlasocio.com](#)

⁹ Première génération, les Dragons : Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong. Deuxième génération, les Tigres : Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines. Et en dernier, le bébé Tigre du Vietnam.

l'exportation maximales en vêtements de confection et en produits manufacturés divers (jouets notamment) à un repositionnement sectoriel qui va doper les exportations en informatique, télécom, électronique, automobile et construction navale. Ces succès se traduisent dans les classements PIB par habitant : entre 1990 et 2022, Singapour passe du rang 39 au rang 10, Hong Kong de 35 à 28, Taiwan de 50 à 46 et la Corée du Sud de 57 à 47.

L'industrialisation par promotion des exportations (IPE) semble donc plus favorable au développement que l'industrialisation par substitution aux importations (ISI). Toutefois, il ne faut pas mythifier l'IPE, l'ériger en panacée du développement et, encore moins, sombrer dans une apologie du libre-échange tous azimuts comme voie royale du développement du Sud. Une étude un peu approfondie de l'expérience des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) asiatiques révèle que leur succès n'est pas celui d'un libre-échange indifférencié mais celui d'un subtil dosage entre ouverture et protection, entre promotion des exportations et substitution aux importations :

- d'un côté des secteurs exportateurs ouverts, qui doivent pouvoir importer librement leurs intrants (consommations intermédiaires) aux meilleurs prix, donc sans droits de douane, pour doper leur compétitivité sur les marchés d'exportation ;
- de l'autre des secteurs protégés qui produisent pour le marché local, à l'abri d'une protection douanière élevée.

D'ailleurs, bien au-delà de l'Asie, d'autres pays (Mexique, Maroc, Tunisie notamment) se sont fait une spécialité de ces politiques mixtes en jouant à fond la carte des trafics de perfectionnement, c'est à dire de la libre admission temporaire (sans droits de douane) de marchandises, transformées sur place et ensuite obligatoirement réexportés, sans possibilité que les populations locales puissent s'en approvisionner. Les *maquiladoras* mexicaines, le plus souvent installées à proximité de la frontière des Etats-Unis, relèvent de cette problématique des trafics de perfectionnement, tout comme de nombreux ateliers exportateurs du Maroc.

Il ne faut donc pas mythifier le rôle du libre-échange¹⁰ dans le développement des pays du Sud mais bien reconnaître le rôle de l'insertion internationale dans ce développement. La nuance peut sembler minime mais elle est pourtant fondamentale, car ce qui compte pour le développement des pays du Sud et la lutte contre la pauvreté, c'est bien plus l'ouverture du Nord que l'ouverture du Sud. Et c'est bien ce qui s'est passé au cours du dernier demi-siècle, et c'est précisément là que le bât blesse aujourd'hui : le Nord « a eu sa dose » de libéralisation commerciale asymétrique et l'appétence au libre-échange est en train de changer de camp, passant du Nord au Sud.

¹⁰ Pour un plaidoyer pro libre-échange comme booster du développement, lisez les publications de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale du Commerce ou du Fonds Monétaire International. Pour un plaidoyer anti libre-échange, je vous recommande cet article de Jacques Sapir : [Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire.](#)

3. Le retournement Nord-Sud de l'appétence au libre-échange.

On est le mercredi 6 novembre, 6h du matin (heure française). Je me suis levé à 5h pour voir les premiers résultats des élections américaines. Sur mon bureau, deux écrans. L'un avec ce texte dont l'écriture avance, même si après une semaine je n'en suis qu'à la dixième page, mais il est vrai que je n'avais pas que ça à faire : avec le changement climatique la pelouse continue de pousser en ce début novembre ! L'autre écran avec le direct du Monde qui égrène progressivement les *swing states* tombant dans l'escarcelle de Trump le protectionniste. Jamais je n'aurais pu imaginer des circonstances aussi pertinentes pour traiter du « retournement Nord-Sud de l'appétence au libre-échange », associant la théorie économique à la pratique politique américaine !

Commençons par une petite devinette : « Je suis un grand pays par ma superficie, ma population et mon PIB et j'espère bientôt avoir le premier PIB mondial. Je dispose de centaines d'ogives nucléaires. Je suis en train de construire une station spatiale orbitale pour moi tout seul et je me suis même posé sur la lune. Je suis le premier producteur mondial d'acier. Je domine la plupart des technologies électroniques, informatiques, en IA ou biotechnologies. J'inonde le marché mondial de mes voitures électriques. J'accumule des excédents commerciaux colossaux sur tous mes partenaires dont les Etats-Unis et l'Europe. Mais je me considère comme un pays en développement et me déclare comme tel à l'OMC car telle est ma décision souveraine qui ne dépend en rien de l'avis des autres pays. Je bénéficie donc, relativement aux règles du commerce international, des avantages du Traitement Spécial et Différencié réservé aux pays en développement, ce qui ne peut que me faciliter le travail pour réaliser le plus grand *hold up* légal de l'histoire de l'Humanité. Je suis à fond pour le libre commerce qui me permet d'exporter tout ce que je peux, c'est-à-dire un maximum, et de n'importer que ce que je veux, donc le moins possible : il faut bien que je donne des emplois à ma population de 1,4 milliard d'individus, et surtout à mes jeunes qui pourraient bien devenir turbulents. Qui suis-je ? ».

Si vous n'avez pas trouvé que je suis la Chine, votre cas est inquiétant et on peut se demander par quel bug internet vous vous retrouvez à lire cette chronique ! Au minimum, vous êtes tombé dessus par hasard. Mais redevenons sérieux. J'ai volontairement, à titre strictement pédagogique bien sûr, rédigé cette devinette sur un mode provocateur. Les réalités sont plus complexes quant au jugement à porter sur le statut de PVD de la Chine dans les organisations et accords internationaux. Tout d'abord, la Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine d'il y a 25 ans, à la fin des années 90, qui négociait alors son entrée à l'OMC. Vingt ans de croissance à deux chiffres, ça vous transforme un pays en profondeur, qui passe du 182^e rang mondial pour le PIB par habitant en 1990 au 87^e rang en 2022, soit un bond impressionnant de 100 places en une trentaine d'années. Toutefois, être au 87^e rang, entre Cuba et la Malaisie, vous range plus dans les Damnés de la Terre que dans les Nantis de la Planète. Mais on est là dans l'illusion des moyennes statistiques : considérer la Chine comme un tout relève de la « tromperie aggravée en bande organisée ». La Chine développée de l'Est (axe Canton, Shanghaï, Pékin) fait clairement partie des économies les plus développées du monde et pas des économies en développement. A l'inverse, la Chine sous-développée de l'Ouest, Xinjiang ou Tibet, relève non pas des pays en développement mais des pays les moins avancés (PMA) qui eux ne sont pas autoproclamés, mais désignés comme tels par l'ONU et bénéficient à ce titre d'avantages spécifiques. En fait la Chine se sert de l'arriération économique de ses colonies tibétaine et ouïghour pour justifier son statut de pays sous développé. C'est un peu comme si une France

qui se prévaudrait encore d'une Algérie française en venait à se déclarer pays en développement ! Fort heureusement pour eux, et pour les Français aussi, les Algériens ont conquis leur indépendance (ce qu'ils en ont fait est un autre sujet !). Mais les Tibétains et les Ouïghours, malheureusement pour eux, n'ont pas encore réussi à se débarrasser de la Chine des Hans et vu la nature du régime chinois... ce n'est pas demain la veille, car avant même une telle indépendance ... il n'y aurait plus ni un Tibétain ni un Ouïghour en liberté pour la proclamer !

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le monde est donc entré dans un processus historique de libéralisation commerciale marquée par une asymétrie Nord-Sud. Ce processus culmine en 2001 avec l'entrée de la Chine à l'OMC. Deux types de pays coexistent à l'OMC : ceux qui payent plein pot le prix de la libéralisation commerciale multilatérale, et ceux qui bénéficient d'un traitement de faveur... tout à fait justifié à l'origine, pour faciliter le développement du Sud et y réduire la pauvreté. Mais, à la longue, ce processus a fait de gros dégâts sur le tissu économique des pays développés et laisse des traces indélébiles sur leurs territoires : ils ont perdu la filière textile-confection, la sidérurgie (voir le premier tableau de l'encadré N°2 en page 13) et sont en train de perdre la filière automobile (en pleine rupture technologique, du thermique à l'électrique) et des branches associées, comme les pneumatiques et les équipements divers. Faut-il en déduire que les pays du Nord ont été naïfs ? Masochistes ? Philanthropes ? Certainement pas, rien de tout cela. Mais pour éclairer ce processus, il faut sortir du cadre conceptuel de la théorie du commerce international et se positionner dans le paradigme de l'Economie Politique Internationale¹¹(EPI), discipline à l'intersection de l'économie, de la science politique, des relations internationales et de la géopolitique.

La théorie du commerce international, depuis Ricardo (début XIXe siècle) et son exemple de l'échange du drap anglais contre du vin portugais, vous démontre que les partenaires à l'échange sont tous les deux gagnants. Et elle n'a pas tort, y compris dans les dernières décennies d'intensification des échanges boostés par la mondialisation. Les sociétés du Nord ont bénéficié d'une incroyable diminution des prix des biens manufacturés de la vie courante qui a bien amélioré le pouvoir d'achat réel moyen. Combien coûteraient vos chaussettes ou votre pantalon s'ils étaient fabriqués chez vous, au Nord ? Assurément beaucoup plus chers. Et si Trump met en œuvre son programme protectionniste au niveau qu'il a évoqué, la vague inflationniste du Covid et de la Guerre en Ukraine apparaîtra aux Américains comme bien modérée tant les tarifs douaniers renchériront les prix sur les marchés américains, pénalisant aussi bien les consommateurs que les producteurs.

Mais les politiques commerciales internationales ne tombent pas du ciel. Avant même de résulter de négociations entre les pays, dans le cadre multilatéral du GATT puis de l'OMC, ou bilatéral / plurilatéral d'accords régionaux, **les politiques commerciales internationales recouvrent des arbitrages entre les intérêts divergents des différentes forces sociales de chaque pays.** Ouvrir un marché à des producteurs étrangers, c'est le plus souvent léser des producteurs nationaux pour permettre à d'autres producteurs nationaux d'une autre branche de tirer parti de l'ouverture du marché aux pays partenaires. Un exemple historique flagrant est celui de l'instauration du libre-échange britannique au XIXe siècle. La genèse de cette nouvelle politique commerciale se confond avec la lutte féroce entre l'aristocratie foncière et ses fermiers exploitants, d'une part, et, d'autre part, la bourgeoisie industrielle. Cette dernière souhaite la suppression des taxes douanières sur les importations de céréales, afin de faire baisser les prix

¹¹ Pour une description de l'EPI, voir la page [Wikipédia](#) qui lui est consacrée.

alimentaires et de contenir les salaires d'une classe ouvrière dont les produits alimentaires représentent l'essentiel des dépenses. Mais l'aristocratie foncière s'y oppose farouchement, car baisser les prix agricoles c'est diminuer les profits des fermiers sur lesquels sont prélevées les rentes versées aux propriétaires fonciers.

Si l'opposition des intérêts agricoles et industriels n'est plus aussi violente aujourd'hui qu'elle ne l'était au XIX^e siècle, la question agricole n'en reste pas moins vivace dans la problématique commerciale internationale. On le voit au niveau multilatéral avec une OMC quasi paralysée (blocage du Doha Round) autour des exigences des pays en développement quant à la fin des subventions des pays développés à leurs agricultures, considérées comme des distorsions de concurrence. D'où un refus des PVD d'avancer sur les dossiers industriels, des services ou de l'investissement, dans l'attente de nouvelles concessions du Nord en matière agricole.

Le dossier agricole est aussi au centre des débats, des blocages et des ratifications problématiques des accords bilatéraux. On le voit encore autour de la ratification finale de l'accord UE / Canada qui semble une histoire sans fin, malgré un volet commercial déjà en vigueur. La négociation de l'accord UE / Mercosur est un vieux serpent de mer, même si la conclusion semble proche, à la grande satisfaction de l'industrie allemande (automobile en particulier) mais au désespoir des filières agricoles, françaises en particulier, qui s'insurgent contre l'absence effective de clauses miroirs qui obligerait les producteurs du Mercosur à avoir les mêmes contraintes phytosanitaires et environnementales que les agriculteurs européens pour permettre une concurrence loyale. Une récente note de *Agricultures Stratégies* explicite bien les enjeux agricoles du dossier Mercosur : [Libre-échange ou hypocrisie ? Les dangers cachés de l'accord UE-Mercosur](#). Toutefois, sauf surprise de dernière heure, encore possible, il y a peu de chance que les réticences agricoles, en particulier de la filière bovine française, fasse dérailler cet accord, car l'enjeu géopolitique est bien trop énorme : ne pas laisser à la Chine une place hégémonique sur le marché latino-américain. Cela ne mérite-t-il pas que la Grande Prêtresse Ursula sacrifie quelques vaches sur l'autel du libre-échange ?

Ces dossiers agricoles présentent un autre intérêt en terme d'Economie Politique Internationale : les oppositions d'intérêts face aux négociations commerciales internationales ne sont pas seulement intersectorielles (entre l'agriculture, l'industrie, les services dans un même pays ou groupement de pays), mais peuvent être aussi de nature intra-sectorielle : on le voit bien dans l'accord UE-Canada, qui a, lui aussi, fait l'objet d'une large contestation, en particulier de la filière bovine viande. Néanmoins, en toute discrétion, sans tambour ni trompette, les filières bovine et ovine produisant du lait destiné à la transformation en fromages ne peuvent que se frotter les mains, à constater l'expansion de leurs exportations vers le Canada.

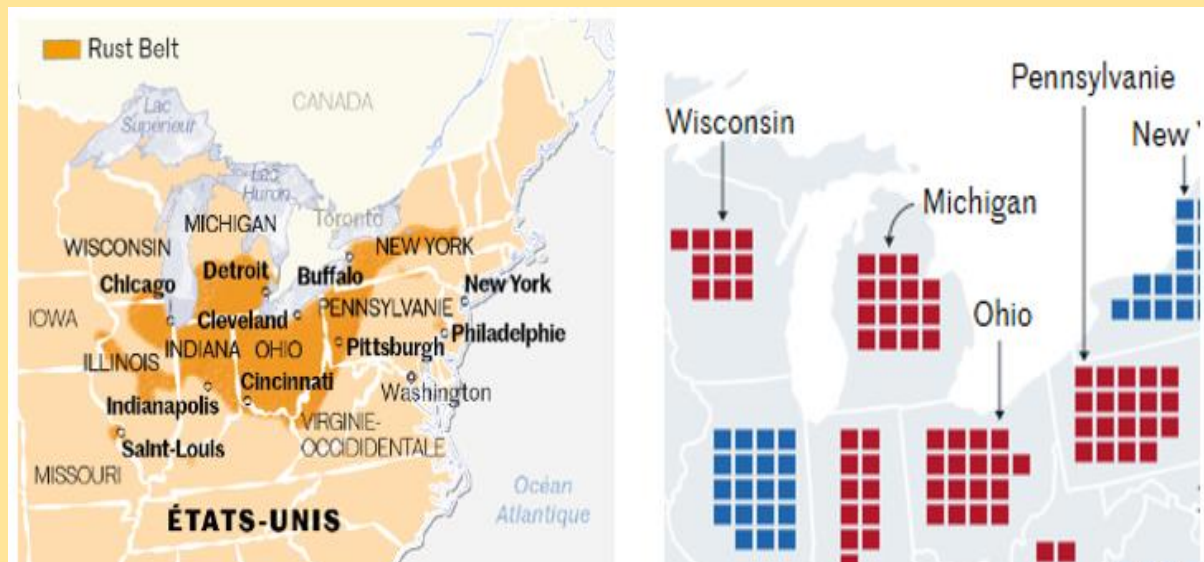
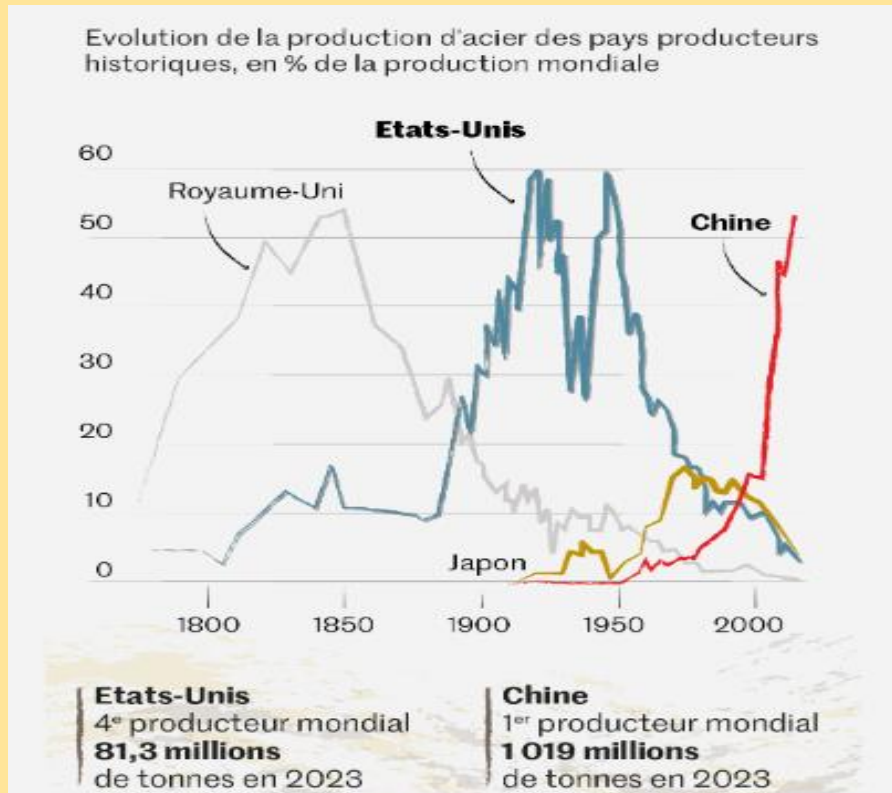
Les évolutions, voire les bouleversements, sur les marchés mondiaux de produits agricoles comme des produits industriels, résultant des vagues successives de libéralisation commerciale au cours de dernières décennies, laissent des traces significatives sur les sociétés et les territoires des pays développés : déprise agricole et diminution drastique des unités agricoles viables, non sans drames humains, disparition de pans entiers du tissu industriel (textile, sidérurgie et mécanique) laissant derrière eux des friches industrielles et des villes dépeuplées dont des quartiers entiers se transforment en friches urbaines, faute d'entretien par les services publics de municipalités exsangues. Le cas de la *Rust Belt* dans le Nord-Est des Etats-Unis en est un exemple magnifique : il fait l'objet de l'encadré N°2, en page suivante.

ENCADRÉ N°2 :

Le déclin de la *Rust Belt* et le vote Trump

Source du graphique et des cartes : [Le Monde](#)

« Aux Etats-Unis, la *Rust Belt* enjeu majeur de la campagne présidentielle »



En novembre 2024, les trois *swing states* de Pennsylvanie, du Michigan et du Wisconsin ont tous voté Trump (en rouge), tout comme l'Indiana et l'Ohio traditionnellement acquis aux Républicains. Dans cette zone de la *Rust Belt*, seuls l'Illinois et New York ont voté démocrate (en bleu).

Le prix payé à la mondialisation est variable, selon les pays et les régions, suivant leur capacité à se tourner vers des secteurs d'avenir. Mais les gagnants au Nord ne sont pas reconnaissants à la libéralisation commerciale de leur avoir donné dynamisme, emplois et revenus, ni mêmes conscients qu'ils lui doivent beaucoup. Ils perçoivent leur position sociale comme le résultat individuel de leurs efforts et peut-être de leur environnement familial. Leurs votes ne seront donc pas une ode au libre-échange, une action de grâce en l'honneur de la libéralisation commerciale : ils votent en fonction d'affinités diverses reflétant leur parcours de vie et leur positionnement social. A l'inverse, les perdants, au chômage de longue durée ou reconvertis vers des emplois plus précaires et moins rémunérateurs, alimentent la classe moyenne dépitée, paupérisée, qui peine à joindre les deux bouts. Ils savent bien que leur malheur a une origine précise : la fermeture de telle ou telle usine qui leur a fait perdre leur emploi direct ou qui a fait fermer le commerce qu'ils possédaient ou dans lequel ils travaillaient. Leur vote va se focaliser sur la protestation et ils seront prêts à suivre des leaders illibéraux qui leur feront miroiter des solutions simplistes sur base de boucs émissaires divers : les immigrés clandestins qui travaillent au noir, exerçant ainsi une pression à la baisse des salaires ... quand ils ne sont pas occupés à manger les *cats and dogs* des honnêtes citoyens nationaux ; les élites qui ne comprennent rien à leur situation, les méprisent et sont supposées être à l'origine de leurs problèmes en ayant inspiré, voté et mis en œuvre les décisions qui ont boosté la mondialisation, dans laquelle ces élites et leurs enfants nagent comme des poissons dans l'eau alors qu'eux, ils s'y noient. La *Rust Belt* vient de montrer qu'il n'y a rien de tel qu'un bon discours anti migrants et protectionniste pour gagner les élections, même si la victoire écrasante de Trump ne se limite pas à ces deux dimensions¹² : trois *swing states* dans cette *Rust Belt*, trois victoires pour Trump ; mais il est vrai que la victoire a été tellement profonde que tous les *swing states*, *Rust Belt* ou pas, ont viré au rouge républicain.

Ainsi, l'enthousiasme au Nord pour les accords de libre-échange, la libéralisation commerciale ou la division internationale du travail s'est largement effrité, à supposer qu'il n'ait jamais été répandu dans les couches populaires, sauf en période de *Black Friday* à prix cassés, tombés du ciel ... mais de la partie Sud du ciel ! Au Nord, seuls les milieux d'affaires, les syndicats patronaux de l'industrie et des services sont ouvertement preneurs de migrants et de nouveaux accords commerciaux : mais si ces catégories sociales votent, elles ne bourrent pas les urnes et ne décident pas du résultat ! Au Nord, seul un parti politique à fortes tendances suicidaires pourrait faire campagne sur un programme d'intensification de la mondialisation.

A l'inverse, au Sud, la préservation de l'acquis et la recherche de nouveaux débouchés sur les marchés du Nord est toujours d'actualité et la conclusion d'accords commerciaux reste recherchée. C'est en ce sens qu'on peut parler d'une inversion Nord-Sud de l'appétence au libre-échange. D'ailleurs, le jour où les Gilets jaunes et les agriculteurs anti Mercosur se rejoindront, je ne conseille à personne d'essayer de voyager en France. Bon, en prévision de la signature de l'accord UE-Mercosur, je vais peut-être faire une pause dans l'écriture et aller faire des courses pour remplir mon congélateur. Et au passage, je vais faire le plein d'essence ... désolé, je suis encore un inconscient climaticide qui continue à fonctionner au moteur thermique.

¹² Il est clair que l'incapacité des Démocrates et de leur candidate à se démarquer des excès du wokisme a joué un rôle notable dans leur cuisante défaite. A trop vouloir être inclusifs, ils ont fini par s'exclure d'un électorat certes libéral (au sens américain, progressiste), mais néanmoins choqué par des attitudes et propositions du wokisme.

4. Retour vers le triangle : *Et le climat dans tout ça !*

Il est bien gentil notre chroniqueur, très disert et volontaire pour nous parler de pauvreté, de développement du Sud, de libéralisation commerciale et du déclin des classes moyennes occidentales. Mais il n'a pas l'air très doué en géométrie et il faudrait peut-être lui rappeler que dans un triangle, il y a trois sommets : il est où le climat dans tout ça ? Patience, on y arrive !

Il est vrai que jusqu'à présent, on a eu fort à faire avec les deux premiers sommets qu'il n'apparaît déjà pas très simple de concilier : réduire la pauvreté en développant le Sud et conforter la démocratie en réhabilitant les classes moyennes du Nord semble déjà contradictoire tant que le développement du Sud suppose l'ouverture de marchés supplémentaires au Nord. Peut-être pourrait-on imaginer que le développement du Sud devienne plus autocentré, pays par pays ou au niveau du Sud considéré globalement, et ne nécessite plus l'abandon de pans d'activités agricoles ou industrielles au Nord. Mais, de ce point de vue, l'expérience chinoise n'incite pas à l'optimisme. En effet la Chine semble avoir les plus grandes difficultés à passer d'une croissance tirée par les exportations à une croissance tirée par le marché intérieur. La demande intérieure reste bridée par des comportements d'épargne compréhensibles mais dommageables :

- compréhensibles, parce que la faiblesse de la couverture sociale (santé et surtout retraite) incite les Ménages à accumuler de l'épargne financière en vue des aléas de la vie et du financement de leurs vieux jours,

- dommageables, pour le dynamisme interne de l'économie chinoise et encore plus pour son autonomie vis-à-vis du reste du monde : l'heure de vérité va sonner avec l'arrivée de Trump II. S'il met à exécution son projet de taxer les importations américaines en provenance de Chine à hauteur de 60% comme il l'affiche, l'économie chinoise, déjà pas brillante, n'en sortira pas indemne (l'économie américaine non plus).

Mais quand on rajoute l'impératif de préserver le climat à cette conciliation difficile des deux thématiques qui viennent de nous occuper, on est confronté à la quadrature du cercle. *A priori*, développer le Sud et maintenir les classes moyennes occidentales au-dessus de la ligne de flottaison suppose de la croissance économique, du PIB supplémentaire qui va accroître les émissions de gaz à effet de serre (à travers la production, les transports de produits divers, les consommations induites) et donc accentuer le dérèglement climatique. Sommes-nous donc condamnés au supplice géométrique de tourner en rond dans un triangle d'incompatibilité, sans pouvoir en sortir ? Toutefois, la situation n'est peut-être pas désespérée, car on peut distinguer deux voies de sortie : une sortie par le bas, que j'exècre, et une sortie par le haut, à privilégier !

La sortie par le bas est celle que nous proposent les écologistes catastrophistes, les Philippulus¹³ de la décroissance : la réduction des activités humaines dans une ascèse différenciée. Les pays développés doivent être soumis à une sévère austérité matérielle (différenciée selon les catégories sociales), les pays intermédiaires doivent être invités à une sobriété vigilante, et seuls les pays le plus pauvres peuvent être autorisés à revendiquer une prudente croissance. On ne sait pas trop qui pourrait imposer la mise en œuvre d'un tel programme mais on sait déjà que sa faisabilité géopolitique et sociétale est nulle. Imaginez la classe moyenne occidentale à qui on expliquerait que son niveau de consommation est excessif : ce serait ouvrir une voie royale

¹³ Philippulus est un personnage des albums de Tintin, notamment dans l'Etoile mystérieuse : prophète de malheur, mi scientifique mi dérangé mental, il prédit, sur un mode agressif, la fin du monde à qui veut bien l'écouter. Toute ressemblance avec certains écologistes du monde réel serait purement fortuite et non intentionnelle de ma part !

à tous les partis illibéraux, voire pire, qui ne seraient pas vraiment disposés à s'occuper de la pauvreté au Sud (« *chacun son métier et les vaches seront bien gardées* » !) et dont on connaît le climatosceptisme spontané et militant. Le recul ne serait pas seulement démocratique mais aussi climatique par braquage des opinions publiques sur le sujet, tout comme un recul de la lutte contre la pauvreté par mise en œuvre de slogans *America first* ou *Europe first*.

La deuxième voie, à suivre, est celle de **la décarbonation du PIB qui pourrait permettre simultanément de poursuivre la croissance du PIB et de faire régresser les émissions de gaz à effet de serre**. Ce découplage, qui pouvait apparaître comme un rêve, face à des alertes multiples, est en train de devenir une réalité, à renforcer certes, mais la voie est ouverte. Ne soyons donc ni climatosceptiques ni climato-désespérés, soyons climato-actifs en adoptant toutes les voies possibles de la décarbonation du PIB : découplons, découplons, tel doit être le mot d'ordre de la période, réaliste et pouvant être mis en œuvre.

Les économistes étaient quelque peu désarmés pour analyser finement le lien entre l'évolution du PIB et celle des émissions de gaz à effet de serre (GES), exprimés en équivalent CO₂¹⁴. Un des freins principaux venait de la difficulté à appréhender correctement les GES associés aux différentes productions et consommations, en particulier ceux associés aux produits importés, non fabriqués par l'appareil de production national mais s'inscrivant néanmoins dans l'empreinte carbone du pays qui les intègre dans sa consommation finale ou productive. Les choses sont en train de changer, des méthodologies se sont affirmées et des données statistiques autour de cette problématique deviennent disponibles depuis quelques années, avec des séries rétropolées (c'est-à-dire reconstituées pour des années antérieures selon les nouvelles définitions et nomenclatures). C'est ainsi que l'INSEE vient de publier une étude ce 5 novembre 2024 (le jour de l'élection américaine !) dont, par chance, j'ai eu connaissance dès le lendemain, entre deux résultats de *swing states* : [Emissions de gaz à effet de serre et empreinte carbone de la France en 2023](#), INSEE Première N°2023, 05/11/24. Le sous-titre de la publication résume bien les résultats présentés : « *Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone de la France diminuent significativement* ».

Je reprends dans l'Encadré N°3, en page suivante, deux graphiques de cette publication. Le premier graphique retrace l'empreinte carbone du PIB français, de 1990 à 2013, ventilée entre trois composantes : les Ménages en bleu foncé (déplacements, logement, alimentation...), les émissions intérieures en bleu clair (la production nationale) et enfin les émissions importées, en marron, c'est-à-dire les émissions associées à la fabrication à l'étranger des importations françaises. En 1990, l'empreinte totale s'élève à 743 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (Mt CO₂ eq) répartis en 43% d'émissions importées, 40% d'émissions intérieures et 17% d'émissions des Ménages. Dans les années qui suivent, cette empreinte carbone continue à augmenter pour atteindre un maximum à 876 millions en 2008, commence à diminuer en 2009 (récession économique associée à la Grande crise financière), et le recul va se poursuivre (avec un nouveau creux affirmé en 2020, Covid oblige) jusqu'à descendre à 643 Mt CO₂ eq en 2023, dont 56% d'émissions importées (43% 1990), 28% d'émissions intérieures (40% en 1990) et 16% pour les Ménages (17% en 1990).

¹⁴ Même si le protocole de Kyoto considère 7 GES, 3 représentent 96% des émissions : CO₂, dioxyde de carbone, CH₄, méthane (dont les flatulences des bovins) et N₂O, protoxyde d'azote.

ENCADRÉ N°3 :

L'empreinte carbone du PIB français diminue significativement

Source des deux graphiques : INSEE Première N°2023, 05/11/2024

[Emissions de gaz à effet de serre et empreinte carbone de la France en 2023](#)

Figure 3 - L'empreinte carbone et ses composantes de 1990 à 2023

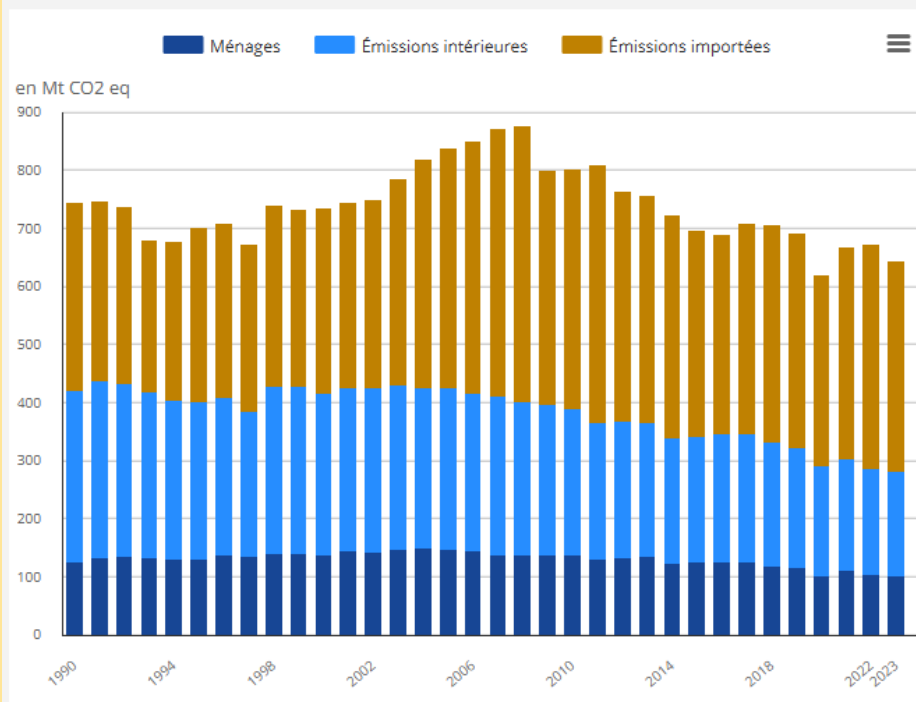
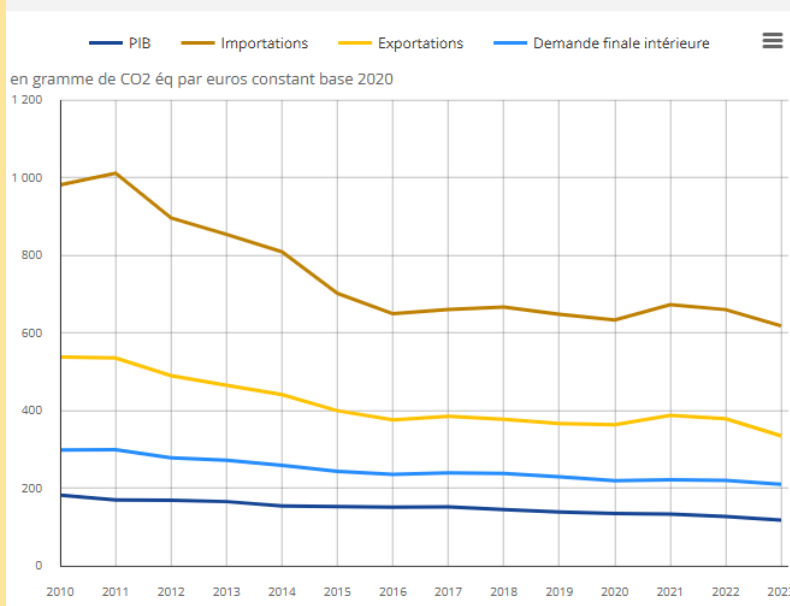


Figure 4 - Contenu en GES par euro du PIB, des importations, de la demande finale intérieure et des exportations



Ainsi en 15 ans, de 2008 à 2023, l’empreinte carbone de la France a diminué de 27%, alors que le PIB a augmenté de 14%¹⁵. **Le découplage du PIB français et de l’empreinte carbone de la France est clairement amorcé.**

Plus de la moitié de cette empreinte (56%) est désormais importée. La désindustrialisation de la France sur les dernières décennies n’est sans doute pas pour rien dans ces résultats, en ayant éliminé des unités de production peu compétitives, fonctionnant avec des équipements anciens, énergivores et polluants. Mais cette part importante des émissions importées attire l’attention sur la pertinence de taxes carbonées aux frontières (sur les importations), non pas dans un but protectionniste mais comme incitatif à la décarbonation de nos fournisseurs étrangers. Par ailleurs, la bonne performance française n’est pas étrangère à la part de l’électricité nucléaire dans le mix énergétique français, même si, ces toutes dernières années, les problèmes de corrosion dans les centrales ont conduits à des arrêts. Le redémarrage complet du potentiel nucléaire français, effectif désormais en 2024, ne peut que laisser augurer d’une poursuite du découplage.

Le deuxième graphique est tout aussi intéressant. Il retrace l’évolution entre 2010 et 2023 de la quantité d’équivalent CO₂ (exprimé en grammes) pour un Euro de tel ou tel agrégat macroéconomique : PIB, Demande finale intérieure, Exportations, Importations. Sur ces quatre catégories, le contenu CO₂ par Euro baisse d’au moins 30% entre 2010 et 2023 : 30% pour la demande intérieure (de 299 à 210 grammes), 35% pour le PIB (de 182 à 118), 38% pour les exportations (de 538 à 335) et de 39% pour les importations (de 1011 à 618). Pendant cette période 2010-2023, le PIB français est passé de 2271 milliards d’Euros (constant 2020) à 2565, soit une augmentation de 13% à comparer à 35% de diminution de contenu CO₂ de chaque Euro de PIB. Le compte est bon, la décarbonation ça fonctionne au moins en France. Malheureusement je ne dispose pas de données équivalentes pour d’autre pays et ne suis pas en état de m’en procurer assez rapidement pour élargir le raisonnement dans le cadre de cette chronique. Mais, au moins, on vérifie, sur un cas précis, que la décarbonation ça peut fonctionner.

Enfin, le sommet climat du triangle d’incompatibilité ne serait-il pas le plus facile à enfoncer pour sortir du trilemme infernal ? J’aurais bien envie de descendre dans la rue pour fêter cette bonne nouvelle, déguisé en Philippulus de la croissance et, entre deux grands coups de gong, de psalmodier « *Décarbonez, décarbonez et vous pourrez accumuler, c’est la loi et les prophètes* »¹⁶. J’aurais dû le faire pour Halloween, trop tard pour cette année, j’ai bien trop peur de passer une soirée en hôpital psychiatrique ! Et pourtant, non seulement elle tourne, la planète (cf. Galilée), mais en plus elle peut se décarboner, sans s’interdire la croissance économique. J’espère que l’Inquisition écolo ne va pas m’intenter un procès pour blasphème contre leur doxa !

¹⁵ En milliards d’Euro constant base 2020, le PIB français est à 2241 en 1990 et à 2565 en 2023. Source [INSEE](#)

¹⁶ Ce n’est pas du Marx, mais ça en est fortement inspiré ! La citation originelle étant « Accumulez, accumulez, c’est la loi et les prophètes ».

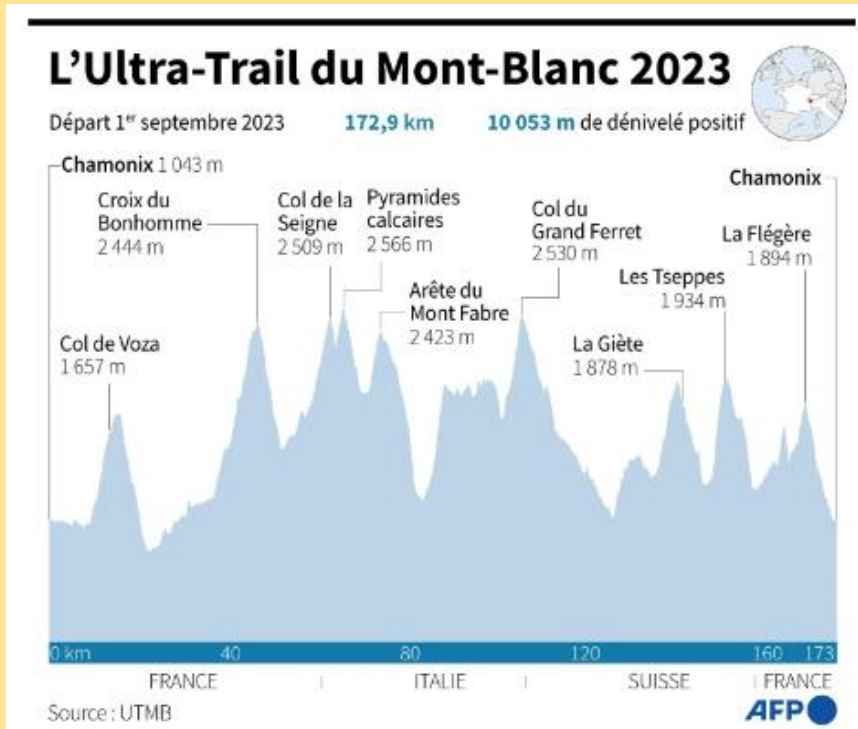
5. Et le sport dans tout ça : l'Ultra-Trail des Monts Cryptos (UTMC)

Bienvenue dans la première rubrique sportive de LA CRISE : il aura fallu attendre le 60^e numéro, après 17 ans d'existence de cette chronique, pour que je me décide à franchir le pas. Mais, attention, il ne s'agit pas de sport pour citoyen ordinaire. On va faire dans le sport de très haut niveau, l'Ultra-Trail, sport que personnellement, à mon âge, je ne suis pas en état de pratiquer... mais ça ne m'empêche pas de commenter. L'Ultra-Trail est une très longue course à pied en milieu naturel, généralement avec un fort dénivelé, à la montée comme à la descente.

Un des ultra-trails les plus connus est celui du Mont-Blanc, l'UTMB : vous pouvez en voir le parcours et le dénivelé sur le premier graphique de l'Encadré N°4, en page suivante : Dénivelés comparés de l'UTMB et de l'UTMC. L'UTMB se déroule sur un parcours de plus de 170 km avec un dénivelé positif d'environ 10.000 m, soit plus de deux fois la hauteur du Mont-Blanc. Ne participe pas qui veut à l'UTMB, il faut démontrer sa capacité à fournir un tel effort : valider un PPS (Parcours Prévention Santé) sur le site de la FFA (Fédération française d'athlétisme), PPS dont la validité est limitée à trois mois ; de plus, vous devez justifier de points acquis dans des courses au cours des deux années précédentes. Enfin un tirage au sort décidera si vous êtes autorisé à vous inscrire, en payant un droit d'inscription de 398 Euros (tarif 2024), TVA à 20% incluse, y compris une éco taxe de 1,5 € par personne pour financer le nettoyage, la réparation et l'entretien des sentiers, ainsi que 13€ pour l'adhésion à l'association des Amis de l'UTMB. Ce tarif couvre notamment le dossard, les ravitaillements et une assistance médicale. Les deux vainqueurs, catégorie homme et catégorie femme, gagnent chacun un prix de 20.000 € : franchement, courir 170 km pendant 20 h (homme) ou 22h (femme) pour gagner si peu, c'est un sport de gagne-petit !

L'UTMC (Ultra-Trail des Monts Cryptos) permet d'espérer des gains très supérieurs, avec beaucoup moins de contraintes, comme le souhaitent les promoteurs de l'épreuve, grands amateurs de liberté : on les appelle d'ailleurs des libertariens. Pas de certificat médical (on pourrait néanmoins souhaiter une attestation de bonne santé mentale), pas de justification de performances passées, pas de tirage au sort. Pas de frais d'inscription fixes, on verse ce qu'on veut en entrant et bien évidemment les gains en sortant (positifs ou négatifs) dépendront de la mise initiale. Pas de date ni d'horaire de départ, on part le jour qu'on veut à l'heure qu'on veut : en fait, c'est une course sans fin que vous rejoignez et que vous quittez quand vous le voulez. Le dénivelé est encore plus impressionnant que celui de l'UTMB si l'on en juge sur le parcours des six derniers mois que retrace le deuxième graphique de l'Encadré N°4. Contrairement à mes croyances initiales, les Monts Cryptos ne se situent pas dans les Carpathes, au pays des vampires, et par conséquent les coureurs ne sont pas tenus de porter un collier d'ail pour éloigner lesdits vampires, même si, vu la nature éminemment prédatrice de certains participants à ce trail, ce serait peut-être plus prudent, à mon humble avis. En fait, l'appellation de Monts Cryptos ne semble pas relever d'une localisation géographique précise mais plutôt d'un état d'esprit, d'une positive attitude, à moins que ce ne soit une spéculative attitude. Toutefois, ces derniers temps, on se croirait dans l'Himalaya avec plusieurs sommets à 7000 et ces tout derniers jours le Moment Everest est venu : gare à la descente. De fervents supporters applaudissent la performance, rejoints récemment par un ancien et prochain Président des Etats-Unis, à la plus grande joie de son nouvel ami Elon Musk.

ENCADRÉ N°4 : Dénivelés comparés de l'UTMB et de l'UTMC



[Source](#)

L'Ultra-Trail des Monts Cryptos 2024



[Source](#)

Néanmoins, tout n'est pas rose dans l'univers de l'UTMC. Il n'y a pas de stage d'initiation préalable et surtout pas d'assistance médicale ni d'assurance accidents, pourtant fréquents. Combien de crises cardiaques dans des descentes très pentues ? L'accident guette à tout moment : attention aux précipices, aux glissades sur les névés, ne vous égarez pas dans le brouillard. Ne perdez pas votre boussole du bon sens, en lisant trop d'articles louant cette activité et vous incitant à vous y livrer si vous ne voulez pas passer pour un ringard qui ne comprend rien au sport de haut niveau.

Autre différence avec l'UTMB : l'UTMC n'est pas réservé aux seuls hommes et femmes. Les pigeons et les moutons (de Panurge) sont particulièrement bienvenus, toujours utiles pour fournir les zones de ravitaillement des GIL (Grands Initiés Libertariens) et de leurs assistants, qui se goinfrent sur ces buffets dédiés à leur enrichissement. *Bon appétit, Messieurs !* (Victor Hugo, *Ruy Blas*, 1838).

Pour en terminer avec cette rubrique faussement sportive, j'espère que vous avez tous compris qu'il s'agissait bien de la rubrique patrimoniale *Et mes sous dans tout ça*, qui clôture traditionnellement les numéros de cette chronique, et que le prétendu schéma du dénivelé des Monts Cryptos n'est autre que l'évolution du cours du Bitcoin (en dollar US) sur les six derniers mois, jusqu'au 10/11/24 !

Au terme de notre périple triangulaire, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter une bonne fin d'année et de bonnes fêtes. On se retrouvera sans doute dans quelques mois, autour d'un thème encore indéterminé. Mais, au moment où l'Aigle américain se pare de nouvelles plumes, quelque chose me dit qu'il pourrait bien y avoir matière à un quatrième épisode de la série *La Ménagerie Impériale*. Les grands fauves carnivores vont-ils s'entredéchirer, ou bien vont-ils s'entendre entre eux pour se répartir le reste du zoo, herbivore, dans un grand Yalta de la Ménagerie ? Mais, pour le moment, c'est juste une idée en l'air, pas une promesse. *Wait and see !*

Henri REGNAULT, le 10 novembre 2024
henri.regnault@univ-pau.fr